Les premiers signalements visant la thérapeute remontent à 2003, mais la justice ne s'en saisit que cinq ans plus tard, après une série de plaintes pour « *abus de faiblesse* ». Au cours de l'enquête confiée à l'Office central de répression de la violence aux personnes (OCRVP), les victimes de Marie-Catherine P., toutes des femmes, ont longuement raconté le déroulement de ces séances de kiné ou d'ostéopathie, réglées systématiquement 100 euros en espèces. Des psychothérapies sauvages au cours desquelles finissent toujours par affleurer, tôt ou tard, de faux souvenirs.

800 000 euros

À la différence de certaines escroqueries thérapeutiques, l'importance des sommes versées à Marie-Catherine P. donne une coloration sociale très forte au dossier, loin de l'image de victimes aux abois financièrement. « *Une des particularités de la présente procédure est le profil des plaignantes et des témoins, qui sont pour la plupart issus de milieux socioculturels privilégiés* », souligne la juge dans son ordonnance de renvoi. Une des victimes, cadre bancaire, a ainsi retiré près de 800 000 euros en liquide en un an. Une autre a cédé son appartement parisien pour 66 000 euros à la thérapeute, qui l'a revendu sept fois plus cher deux ans plus tard. Une troisième n'a pas hésité à lui reverser intégralement sa prime de licenciement de 75 000 euros.

Mais l'enquête a étrangement achoppé sur la piste financière. Dans un procès-verbal de synthèse, les enquêteurs notent simplement de « *fortes incohérences* » entre les activités de Marie-Christine P. et son « *train de vie élevé* ». « *Une grande partie des sommes en espèces évoquées dans ce dossier n'ayant pas été retrouvées, les enquêteurs estiment probable [...] que cet argent a été investi ou conservé à l'étranger* », conclut la magistrate sans aller plus loin.

Pas d'éclaircissement non plus sur les mystérieux contrats de coaching, pour un montant supérieur à 2,5 millions d'euros, liant Marie-Catherine P. à Artegy, une filiale de la BNP dans laquelle travaillait une de ses patientes. Selon nos informations, au moins un million d'euros ne correspondrait à aucune prestation. Mais après avoir diligenté une enquête interne en 2007, la BNP n'a engagé aucune poursuite et s'est bien gardée de se constituer partie civile dans le dossier parisien, sans doute soucieuse d'éviter toute mauvaise publicité. L'ancien employé de la filiale qui avait donné l'alerte à l'époque a toutefois été cité comme témoin.

« Côté pervers »

Reste l'épineuse question de l'abus de faiblesse, sur laquelle devraient s'écharper les avocats. Celle de Marie-Catherine P., **Marie Dosé**, a déjà annoncé qu'elle plaiderait la relaxe, notamment au motif qu'il est impossible d'établir un état de sujétion psychologique plus de dix ans après les faits. Conseil des parties civiles, **Olivier Morice** entend quant à lui faire le procès des faux souvenirs eux-mêmes. « *C'est l'occasion de*

*pouvoir examiner le côté pervers de ces thérapeutes qui distillent de fausses informations dont les effets peuvent être dévastateurs », explique-t-il. Parmi les témoins cités à comparaître, **Claude Delpech** dirige l'association Alerte faux souvenirs induits (Afsi), créée en 2005 après des premiers signalements de parents de victimes. « Depuis, nous avons reçu 800 familles, dont encore une cinquantaine l'an dernier, indique-t-elle. Cela représente des milliers de victimes dont personne ne parle jamais. » Le procès doit durer trois jours. ♦*